

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/201220]

18 AVRIL 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 octobre 2020, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, relative à la durée du travail (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de la batellerie;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 22 octobre 2020, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, relative à la durée du travail.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—————
Annexe

Commission paritaire de la batellerie

Convention collective de travail du 22 octobre 2020

Durée du travail

(Convention enregistrée le 10 décembre 2020
sous le numéro 162301/CO/139)

Article 1^{er}. Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la batellerie, à l'exception des entreprises ayant comme activité les services de remorquage, la navigation en système ainsi que des entreprises ayant comme activité la navigation avec passagers, les travaux sur rivières et canaux et qui appliquent une durée hebdomadaire du travail de 38 heures ou moins.

Art. 2. Modalités

La durée moyenne hebdomadaire du travail est fixée à maximum 38 heures.

Elle est obtenue en octroyant 12 jours de congé si les travailleurs visés à l'article 1^{er} ont été occupés pendant toute l'année calendrier précédente chez un employeur visé à l'article 1^{er} sauf une des exceptions citées. Les travailleurs reçoivent pour cela une indemnité qui doit être considérée comme de la rémunération, à charge du « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure ».

Si l'occupation visée ne comprend pas une année calendrier complète, les 12 jours de congé rémunérés sont octroyés prorata temporis, multipliés par la fraction dont le numérateur est égal au nombre de mois effectivement prestés pendant l'année calendrier en question et dont le dénominateur est égal à 12. Si le résultat obtenu est un nombre avec décimale, ce nombre est arrondi à l'unité supérieure.

Chaque mois calendrier entamé est considéré comme un mois entièrement presté. Il n'est pas autorisé de reporter entièrement ou partiellement la prise de ces jours de congé à une année suivante.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/201220]

18 APRIL 2021. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 2020, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, betreffende de arbeidsduur (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 2020, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, betreffende de arbeidsduur.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 april 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—————
Bijlage

Paritair Comité voor de binnenscheepvaart

Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 2020

Arbeitsduur

(Overeenkomst geregistreerd op 10 december 2020
onder het nummer 162301/CO/139)

Artikel 1. Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart ressorteren uitgezonderd de ondernemingen die zich bezighouden met sleepdienstactiviteiten, de systeemvaart en de ondernemingen die zich bezighouden met passagiersvaart, rivier- en kanaalarbeid en die een wekelijkse arbeidsduur van 38 uur of minder toepassen.

Art. 2. Modaliteiten

De gemiddelde wekelijkse arbeidsduur wordt vastgesteld op maximaal 38 uur per week.

Zij wordt bereikt door toekenning van 12 vrije werkdagen, indien de in artikel 1 bedoelde werknemers tijdens het ganse voorgaande kalenderjaar tewerkgesteld waren bij een in artikel 1 bedoelde werkgever tenzij één van de vermelde uitzonderingen. De werknemers ontvangen hiervoor, ten laste van het "Fonds voor Rijn- en binnenscheepvaart", een vergoeding die als loon moet worden beschouwd.

Indien de beoogde tewerkstelling geen volledig kalenderjaar omvat dan worden de 12 betaalde vrije dagen pro rata temporis toegekend, vermenigvuldigd met de breuk waarvan de teller gelijk is aan het aantal effectief gewerkte maanden tijdens het bedoelde kalenderjaar en waarvan de noemer 12 is. Indien het bekomen resultaat een decimaal getal is dan wordt die afgerond naar een volgende eenheid.

Elke begonnen kalendermaand wordt als een volledig gewerkte maand beschouwd. De opname van vrije dagen mag noch volledig noch gedeeltelijk worden overgeheveld naar een volgend jaar.

Les entreprises qui ont pour activité la navigation avec passagers peuvent opter pour un système de 38 heures par semaine en moyenne sans octroi de 12 jours de réduction du temps de travail.

Pour les travaux sur rivières et canaux, la durée hebdomadaire du travail est fixée à maximum 38 heures sans octroi de 12 jours de réduction du temps de travail.

Pour la navigation en système, le temps de travail est fixé à 1976 heures sur base annuelle, à l'inclusion des jours de congé, ce qui revient à une moyenne de 38 heures par semaine.

L'indemnité visée dans cet article 2 est égale à 5,17 p.c., calculée sur le salaire brut tel que connu dans la DmfA sous les codes salariaux 1, 3 et 4 de l'année calendrier précédente pour autant que ce salaire ait été gagné auprès d'un employeur visé à l'article 1^{er}, majoré des indemnités qui ont été payées pour cette même année calendrier par le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » et qui sont considérées comme de la rémunération.

Le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » paie cette indemnité au plus tôt à partir du 5 septembre de l'année au cours de laquelle les jours de congé correspondants doivent être pris.

Art. 3. Financement

En exécution de l'article 5 de la convention de travail concernant les statuts du fonds de sécurité d'existence du 22 octobre 2020 et pour financer cette indemnité, les employeurs visés à l'article 1^{er} sont redevables à partir du premier trimestre de 2021 et ce pour une durée indéterminée, d'une cotisation égale à 8,43 p.c. du salaire de référence.

Par « salaire brut de référence » on entend : le salaire brut d'un trimestre tel qu'il est connu dans la DmfA sous les codes salariaux 1, 3 et 4. Les salaires bruts sont toujours calculés à 108 p.c.

La cotisation de 8,43 p.c. ne doit pas être payée par les entreprises qui ont pour activité des services de remorquage, des travaux en rivières et canaux, la navigation en système et la navigation avec passagers, à condition pour cette dernière que la durée hebdomadaire du travail s'élève à maximum 38 heures sans octroi de 12 jours de congés.

Cette cotisation n'est pas due pour les élèves et étudiants auxquels s'applique la cotisation de solidarité.

Art. 4. Perception

La cotisation est perçue et recouvrée par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Art. 5. Abrogation de conventions collectives de travail existantes

La présente convention collective de travail abroge la convention collective de travail du 10 octobre 2016 (numéro d'enregistrement 136286/CO/139), la convention collective de travail du 26 novembre 2012 (numéro d'enregistrement 112570/CO/139) et la convention collective de travail du 23 juin 2003 (numéro d'enregistrement 67347/CO/139).

Art. 6. Durée et dénonciation

La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2021 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut la dénoncer moyennant le respect d'un délai de préavis de 6 mois.

Ce préavis est notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de la batellerie et à chacune des parties signataires et prend effet le troisième jour ouvrable suivant la date d'expédition.

Art. 7. Clause spécifique

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, pour ce qui concerne la signature de la présente convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 18 avril 2021.

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

De ondernemingen die zich bezighouden met passagiersvaart kunnen opteren voor een stelsel van gemiddeld 38 uur per week zonder toekenning van 12 vrije dagen arbeidsduurvermindering.

Voor de rivier- en kanaalarbeid wordt de wekelijkse arbeidsduur vastgesteld op maximaal 38 uur per week zonder toekenning van 12 vrije dagen arbeidsduurvermindering.

Voor de systeemvaart wordt de arbeidstijd bepaald op 1976 uur op jaarbasis, inclusief verlofdagen, wat een gemiddelde van 38 uren per week betekent.

De in dit artikel 2 bedoelde vergoeding is gelijk aan 5,17 pct., berekend op het brutoloon zoals gekend in de DmfA onder looncodes 1, 3 en 4 van voorgaand kalenderjaar voor zover deze verdiend werd bij een in artikel 1 bedoelde werkgever, verhoogd met de vergoedingen welke voor datzelfde kalenderjaar werden uitbetaald door het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" en die als loon worden beschouwd.

Het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" betaalt deze vergoeding uit ten vroegste vanaf 5 september van het jaar waarin de overeenstemmende vrije dagen moeten worden opgenomen.

Art. 3. Financiering

In uitvoering van artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid van 22 oktober 2020 en ter financiering van deze vergoeding zijn de in artikel 1 bedoelde werkgevers vanaf het eerste kwartaal 2021 en dit voor onbepaalde duur, een procentuele bijdrage van 8,43 pct. van het referteloon verschuldigd.

Onder "brutoreferteloon" wordt verstaan : het brutoloon van een kwartaal zoals gekend in de DmfA onder de looncodes 1, 3 en 4. De brutolonen worden steeds berekend aan 108 pct.

De bijdrage van 8,43 pct. dient niet betaald te worden door de ondernemingen met als activiteit sleepdiensten, kanaal- en rivierarbeid, de systeemvaart en passagiersvaart, op voorwaarde dat deze laatste de wekelijkse arbeidsduur maximaal 38 uur per week bedraagt zonder de toekenning van 12 vrije werkdagen.

Deze bijdrage is niet verschuldigd voor leerlingen en studenten met toepassing van de solidariteitsbijdrage.

Art. 4. Inning

De bijdrage wordt geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, in toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 5. Opheffing bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2016 (registratienummer 136286/CO/139), de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2012 (registratienummer 112570/CO/139) en de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 2003 (registratienummer 67347/CO/139) op.

Art. 6. Duurtijd en opzegging

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur met ingang van 1 januari 2021.

Elk van de ondertekenende partijen kan ze opzeggen mits een opzeggingstermijn van 6 maanden in acht wordt genomen.

De opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart en aan elk van de ondertekenende partijen betekend en heeft uitwerking de derde werkdag na de datum van verzending.

Art. 7. Specifieke clausule

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 april 2021.

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE